



**Communiqué : Comité consultatif TAFTA : la société civile en colère**  
Paris, le 26 février 2015

Ce mardi 24 février, les autorités françaises (1) ont envoyé à l'ensemble des euro-députés de l'hexagone une note de recommandation concernant la résolution TAFTA qui sera examinée par le Parlement Européen dans les semaines à venir. Cette note fuitée livre des informations inédites sur la position du gouvernement et recommande en particulier de ne pas suivre la position de rejet de l'ISDS du rapporteur socialiste Bernd Lange.

Le gouvernement français semble prêt à tout pour sauver l'ISDS en l'aménageant de réformes mineures, et persiste dans un double discours. Il œuvre activement à une amélioration de façade de l'ISDS afin de maintenir ce mécanisme dans les négociations. La note communiquée ce mardi aux eurodéputés français confirme ces manœuvres : alors que la résolution étudiée par le Parlement européen penche en faveur d'un rejet du mécanisme, les autorités françaises conseillent aux parlementaires d'« adopter une approche plus prudente sur ce sujet délicat ». En d'autres termes, le gouvernement demande, en toute discrétion, aux parlementaires français à Strasbourg d'affaiblir la position, déjà bien timide, du rapporteur social-démocrate allemand Bernd Lange.

Cette même note montre également que le gouvernement français pousse à un travail plus ambitieux sur la coopération réglementaire, qui pourrait concerner les régulations et réglementations infra-fédérales et infra-communautaires, projet sur lequel plusieurs de nos organisations ont déjà exprimé de multiples inquiétudes. Enfin, en dépit des ravages causés par la crise financière de 2008, le gouvernement demande l'inclusion des services financiers dans l'accord transatlantique.

En contradiction avec la majorité parlementaire et le PS, ces nouveaux éléments témoignent d'un décalage effarant entre le verbiage et les actes du gouvernement, et témoignent de dysfonctionnements démocratiques majeurs.

Nos organisations ont intégré le collège Société civile du « Comité de suivi stratégique » en se voyant promettre consultation et dialogue par M. Fekl. Elles n'ont pourtant jamais été informées de ce revirement du gouvernement, et n'ont pas été consultées sur d'éventuelles propositions alternatives. Faut-il en conclure que les promesses de M. Fekl ont déjà fait long feu ?

Nos organisations, associations et syndicats membres du Comité de suivi stratégique, s'estiment abusées par l'ensemble du processus "consultatif" mis en place par le gouvernement concernant l'Accord transatlantique. Elles considèrent désormais devoir réexaminer leur participation au dit-Comité et se concerteront dans les jours qui viennent pour déterminer la meilleure réponse à apporter.

(1) via le Secrétariat général des Affaires européennes (SGAE)

Aitec (Amélie Canonne - 0624400706) - Attac (Jacqueline Bavet - 0670212245) - Confédération Paysanne (Laurent Pinatel - 0680589722) - Les Amis de la Terre (Nicolas Roux - 0770153919) - Solidaires (Catherine Lebrun - 0158393018)